

Dans ce numéro

1. Éditorial

Éthique, économie et finance

And in English

Ethics, Economics and Finance

2. Publications récentes

3. En ligne - Online

4. Actualités de septembre 2018

5. L'AAMES

6. Appel à communications

7. Offre de bourses postdoctorales - Canada

8. Retenez dès à présent

9. Soutenir l'éthique

10. Divers

Editorial

Éthique, économie et finance



Le Vatican a publié le 17 mai 2018 le texte *Æconomicæ et pecuniariæ quaestiones* ou « Considérations pour un discernement éthique sur certains aspects du système économique et financier actuel ». Le premier élément important est l'autorité de son auteur : la Congrégation pour la doctrine de la foi et le dicastère pour le Service du développement intégral, avec approbation par le Pape, qui en a ordonné la publication. Ce n'est pas la première fois que le pape ou d'autres dicastères (équivalent des ministères politiques dans les gouvernements civils) s'expriment sur des questions économiques et financières ces dernières années dans des documents qui relèvent habituellement du discours social de l'Église catholique. Ces textes sur l'économie qui critiquent le penchant égoïste de certaines institutions, ne concernent ni la foi ni les mœurs et ne requièrent du fidèle catholique qu'« une révérence religieuse de l'esprit » selon le *Code de droit canonique* (CIC, can. 753). En revanche dans le texte qui vient d'être publié, comme le rappelle Pierre de Lauzun¹ « Deux de ses thèmes essentiels sont l'importance centrale de l'éthique, et le besoin de régulation. Ce dernier résulte d'une double limite des marchés : à s'organiser par eux-mêmes, d'où les crises, et à donner un résultat éthiquement satisfaisant. L'éthique en question, elle, se fonde sur une anthropologie opposée à la vision dominante, individualiste et instrumentaliste : l'être humain comme être de relations. L'économie est alors réinsérée dans le tissu des relations humaines dont elle n'est qu'un aspect, et subordonnée au plein développement de ces personnes dans leurs relations et leurs communautés. L'ignorer est source d'inégalités et plus encore d'exclusion (la culture du rebut que souligne le pape François). » On l'aura bien compris, les mœurs sont par conséquent concernées. Du même pas, les propos entrent dans le champ de la doctrine commune de l'Église demandant ainsi au fidèle « La soumission religieuse de l'intelligence et de la volonté » (CIC, can. 752). On passe du troisième au deuxième degré d'adhésion, le premier étant « L'assentiment absolu de foi divine et catholique » (CIC, can. 750) qui distingue celui qui est pleinement dans la foi catholique de celui qui n'y est pas (hérétique). Ce premier élément n'empêche pas le texte d'offrir une perspective éthique à valeur universelle « fondée sur la liberté, la vérité, la justice et la solidarité » (§ 4), qui dépasse celle à mettre en œuvre par les membres de la seule communauté, et que le non-croyant peut parfaitement reconnaître et assumer. Nous sommes là, dans le droit fil de ce qu'il est convenu d'appeler la « loi naturelle », et la référence au texte de la Commission théologique

¹ « Un texte incisif mais équilibré », *Aletheia*, 21 mai 2018, en ligne : <<https://fr.aleteia.org>> [consulté le 27 mai 2018]].

internationale sur cette question le confirme. La note aurait pu s'en tenir à des considérations générales mais s'engage au contraire sur le terrain des considérations « concrètes et pratiques », n'hésitant pas à entrer dans le cœur des mécanismes du système financier. « *Libor* », « *credit default swap* », « *titrisation* », « *fixing* », « *marchés offshore* », « *stakeholders* »... sont les éléments de vocabulaire visés par le texte romain – qu'on avait plus l'habitude de voir s'intéresser à l'économie du salut qu'au salut par l'économie – proposant une régulation plus forte encore des marchés internationaux, une taxation des transactions *offshore*, l'obligation pour les entreprises multinationales et de leurs filiales ou succursales de publier annuellement le montant et les lieux des taxes payées, ou encore la valorisation des collaborateurs et pas uniquement des actionnaires pour renforcer la responsabilité sociale des entreprises (RSE)...

Ce texte « ne plaira pas aux adeptes de la théorie du marché efficient, ni à ceux du relativisme moral comme l'observe encore Lauzun. Mais il ne remet nullement en cause l'économie décentralisée à la base des marchés ; bien au contraire, il vise à la dégager d'une conception erronée nuisible pour son fonctionnement même, car elle l'arrache au contexte social et humain qui seul lui donne son sens. » Le texte insiste sur le rôle de chacun à la fois consommateur, épargnant, salarié ou actionnaire. La maximisation économique de chaque catégorie (le prix le plus bas, l'épargne la plus rémunératrice, le salaire ou le retour sur investissement le plus élevé) affecte les autres et peut conduire à la schizophrénie. Aux côtés des institutions et organisations économiques et financières qui structurent les marchés, le rôle des associations, de la société civile et de chacun est requis pour moraliser la vie économique. Mais en même temps, comme l'affirme Bruno-Marie Duffé, Secrétaire du dicastère pour le développement humain intégral, il est nécessaire de passer de « l'intention morale à la décision politique »¹.

Marc Feix, Faculté de théologie catholique, Université de Strasbourg

And in English

Ethics, Economics and Finance

On May 17, 2018, the Vatican published the text, *Æconomicæ et pecuniariæ quaestiones* or "Considerations for an ethical discernment regarding some aspects of the present economic-financial system". The first important element here is the authority of its author: the Congregation for the Doctrine of the Faith and the Dicastery for promoting Integral Human Development, with papal approval, authored this document. This is not the first time that the pope or other dicasteries (equivalent of political ministries in civil governments) would be speaking on economic and financial issues in recent years in such documents as are usually part of the social discourse of the Catholic Church. These texts on economics which criticize the selfish inclination of certain institutions, concern neither faith nor morals and require thus from the Catholic faithful, only a "religious submission of mind" according to the *Code of Canon Law (CIC, can 753)*. On the other hand, in the text that has just been published, as Pierre de Lauzun² recalls; "Two of its essential themes are the central importance of ethics and the need for regulation. The latter results from a double inability of the markets, namely: to organize themselves, hence the crises, and to give an ethically satisfactory result. The Ethics in question here is based on an anthropology opposed to the current dominant, individualistic and instrumentalist vision: it is an ethics that sees the human being as a being in and of relationships. The economy is therefore to be weaved into the fabric of human

¹ *La Croix*, 18 mai 2018.

² « An incisive but balanced Text », *Aletheia*, May 21, 2018, online:<https://fr.aleteia.org>(accessed on May 27, 2018).

relationships of which it is only an aspect; subordinated to the full development of human persons in their relationships and communities. Ignoring it is a source of inequality and more so, of exclusion (the culture of waste that Pope Francis underscores). It goes without saying therefore that mores are consequently at issue here. In the same stride, the observations enter into the domain of the universal doctrine of the Church, which requires of the faithful "a religious submission of the intellect and will" (CIC, 752). We therefore move up from the third to the second degree of adhesion, the first being what a person "must believe with divine and Catholic faith" (CIC, Canon 750) which distinguishes one who is fully in the Catholic faith from the one who is not (heretic).

This first element does not prevent the text from offering an ethical perspective of universal value "based on freedom, truth, justice and solidarity" (§ 4), which could apply beyond the members of only one faith community, and which the unbeliever can perfectly recognize and accept. We are right at the heart of it, of that which is referred to as "natural law", and the reference to the text of the International Theological Commission on this issue confirms this point. The document could have been based on general considerations, but on the contrary, it is devoted to "concrete and practical" considerations, entering without hesitation into the heart of financial system mechanisms. "Libor", "credit default swap", "titrisation/securitization", "fixing", "offshore markets", "stakeholders" ... are some of the vocabulary/elements targeted in the Roman text - which we were more accustomed to seeing demonstrating interest in the economy of salvation than in salvation through the economy - proposing even stronger regulation of international markets, taxation of offshore transactions, the obligation for multinational companies and their subsidiaries or branches to annually publish the amount of taxes paid and where such taxes are paid, as well as the upward valorization of employees and not just shareholders in order to improve upon corporate social responsibility (CSR) ...

This text "will neither please the followers of the efficient market theory, nor those of moral relativism as Lauzun once again, observes.... Nevertheless, it does not call into question the decentralized economy at the base of the markets; on the contrary, it aims to free it from an erroneous conception which is harmful to its very functioning, for it removes it from the social and human context which gives it its meaning". The text emphasizes the role of everyone as a consumer, investor, employee or shareholder. The economic maximization of each category (the lowest price, the most remunerative savings, the highest salary or return on investment) affects others and can lead to schizophrenia. Alongside the economic and financial institutions and organizations that structure markets, the role of associations, civil society and everyone is required to moralize economic life. At the same time however, as Bruno-Marie Duffé, Secretary of the Dicastery for Integral Human Development, affirms, it is necessary to go from "moral intention to political decision"¹.

Marc Feix, Faculty of Catholic Theology, University of Strasbourg

Translation by Mic Erohubie

Publications récentes

Publications récentes

Les valeurs du soin. Enjeux éthiques, économiques et politiques, sous la direction de Jean-Philippe Pierron, Didier Vinot et Elisa Chelle, Paris, Seli Arslan, 2018, 189p.

La dernière parution des éditions Seli Arslan, qui proposent une collection très riche

¹ *La Croix*, May 18 2018.



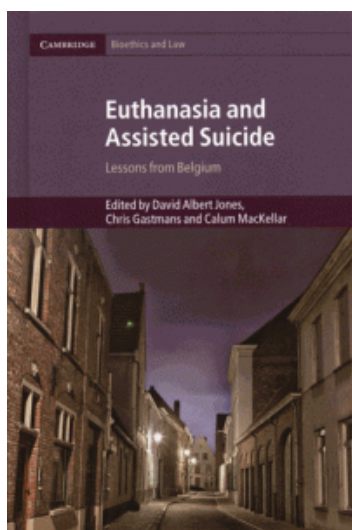
d'ouvrages sur le soin, ouvre le dossier de sa valeur : « Que vaut le soin ? ». Les treize contributions qui composent l'ouvrage se font l'écho d'une réflexion amorcée lors de la création de la Chaire « Valeur(s) du soin centré-patient » à l'Université Jean Moulin (Lyon 3). Cette chaire entend mener des recherches interdisciplinaires (philosophie, économie, science politique, sociologie, gestion) autour de la valeur, ou plutôt des valeurs, du soin quand il est centré sur le patient. Ce qu'on nomme aujourd'hui « la centricité du patient », un terme qui est loin d'être familier, traduit un courant émergeant dans les années 1990, celui du *patient-centered-care*. Il est porté par des cliniciens qui réagissent à une médecine focalisée sur la maladie, mais aussi par des

spécialistes du management de la santé, qui entendent réorganiser le système de soins, en faisant la promotion de l'information du patient, de sa participation active, mais aussi de soins de supports, etc. Aujourd'hui ce courant apparaît comme une mosaïque dispersée mais dont la visée est plutôt celle d'une médecine holistique. Il se trouve concurrencé par une autre approche visant aussi l'individualisation des soins : la médecine dite personnalisée, mieux nommée peut-être médecine de précision, qui cible l'individualité biologique par des traitements ciblés.

D'une façon ou d'une autre, ces « médecines personnalisées » véhiculent des enjeux normatifs disparates : est-ce l'autonomie du patient qui est la valeur cardinale, ou plutôt la libéralisation des soins et la responsabilisation du malade ? Comment évaluer leur efficacité ? Ne négligent-elles pas les dimensions collectives et politiques ? Comment s'articulent les valeurs et les coûts ? La valeur du soin est-elle d'abord qualitative, ou quantitative ?

La tonalité globale de l'ouvrage est d'affirmer que l'essentiel du soin, ce qui fait sa valeur – pour les malades comme pour les professionnels – n'est pas avant tout quelque chose qui se mesure pour entrer dans un bilan comptable. Et comme il faut tenir compte des réalités économiques de l'organisation des soins, il importe que les acteurs y prennent part, ne serait-ce qu'en affirmant les conditions concrètes de possibilité d'un soin authentique. Ce livre permet à ses lecteurs d'être mieux armés pour cette participation.

Jean-Christophe Weber



David Albert Jones, Chris Gastmans & Calum MacKellar (ed.), *Euthanasia and Assisted Suicide*, Cambridge University Press, Bioethics and Law, 2017, 363 pages.

Alors que l'euthanasie et le suicide assisté en Belgique font l'objet de nombreuses recherches empiriques, aucune analyse globale et systématique n'a jusqu'à présent été publiée. Le présent ouvrage sous la direction d'universitaires (à Twickenham pour Jones et MacKellar, à Leuven pour Gastmans), tous directeurs de centres de bioéthique, répond à ce défi en se concentrant sur la législation et la pratique belge, tout en proposant des points de comparaison en particulier avec la Grande-Bretagne et les États-Unis. Le texte de la « Loi Relative à L'Euthanasie » du 28 mai 2002 et mise à jour au 12 mars 2014, y est reproduit en annexe dans

ses versions officielles en flamand et en français, suivi d'une traduction (non officielle) en

anglais. On y trouve également une riche bibliographie ainsi qu'un précieux index des matières traitées.

Organisée en 15 chapitres en quatre parties, cette réflexion convoque un panel de 19 auteurs dans les domaines juridique, médical, social et philosophique, dont certains sont très critiques à l'égard de la loi belge tandis que d'autres y conforment. La première partie se concentre sur la législation belge et ses applications, avec un point de décentrement à partir du suicide assisté vu des États-Unis. La seconde aborde la thématique depuis les soins de fin de vie, soins palliatifs, sédation continue en fin de vie, et des questions spécifiques posées par le cancer et le don d'organes quand est pratiquée une euthanasie. La troisième partie réunit des contributions se penchant sur des groupes de personnes en particulière vulnérabilité : les personnes avec un handicap, les cas relevant de la psychiatrie, l'euthanasie des enfants, des personnes « fatiguées de vivre » ou concernées par une démence sévère. Enfin la dernière partie relève d'une discussion philosophique et bioéthique, elle évoque en particulier la « normalisation » de l'euthanasie dès lors qu'une loi l'autorise. En conclusion, les trois éditeurs donnent leur propre point de vue, leurs remarques, leurs questions.

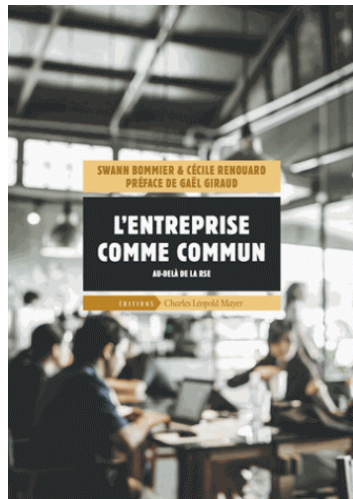
Impossible de retracer ici la richesse de ces exposés. Leur argumentation adopte un ton juste. Aucun ne campe dans l'idéologie. Les auteurs essaient vraiment de préciser le défi que représente pour une société, une telle loi légalisant l'euthanasie et le suicide assisté, qu'ils soient d'accord ou non avec elle. En juriste, H. Nys analyse la loi mais note aussi le « déficit de transparence » des procédures d'évaluation et de contrôle de son application dès 2002. Des commissions de 16 membres à temps partiel ne peuvent contrôler des milliers de cas... Mais, rajoute son collègue E. Moreno, le *hic* fondamental tient à l'auto-déclaration : seuls 50 % environ des cas sont signalés, or les 50 % restants sont précisément ceux qui sont éthiquement et légalement problématiques. Force est aussi de constater l'augmentation du nombre d'euthanasie sans demande des patients, et puis la pression pour étendre le champ de la loi, vers des situations sans pathologie sérieuse ou vers des populations manquant de capacité de consentement. Les auteurs montrent qu'une fois la barrière de la légalisation passée, l'indication d'euthanasie poursuit sa propre dynamique, malgré toutes les précautions que l'on aura voulu intégrer dans la loi en guise d'assurances. Cette question de « normalisation » demeure un défi redoutable. La « souffrance insupportable » de la loi ne devient-elle pas le lot de la souffrance en général dès lors que l'euthanasie prétend être une voie de soulagement ? Et que deviennent les patients en soins palliatifs qui ne veulent pas d'euthanasie ? La sédation elle-même n'adopte plus les mêmes modalités en Belgique qu'au Royaume-Uni... Au final, les trois éditeurs appellent à résister à la tentation de légaliser l'euthanasie ou le suicide assisté et à renforcer les pratiques de fin de vie valorisant le caractère précieux de la vie humaine.

Cet ouvrage passionnant, précis, bien documenté, intéressera un public nombreux, d'universitaires comme d'étudiants, dans bien des domaines (juridique, philosophique, éthique, médical...). À recommander.

Marie-Jo Thiel

Swann Bommier et Cécile Renouard, *L'entreprise comme commun. Au-delà de la RSE.* Préface de Gaël Giraud. Ed. Charles Leopold Mayer, 2018, 264 pages, 25 EUR.

Ce très bel ouvrage est un argumentaire en faveur de l'entreprise comme « commun », un projet qui a quelque chose de « révolutionnaire » dans le contexte d'une RSE (Responsabilité sociale des entreprises) qui remplit de moins en moins sa fonction. Cécile Renouard a déjà publié de nombreux ouvrages sur le sujet. Elle dirige le programme de recherche CODEV, Entreprise et développement à l'ESSEC, elle est professeure de philosophie au Centre Sèvres à



Paris et enseigne à l'École des Mines, à l'ESSEC et à Science Po. Swann Bommier est docteur en science politique de Sciences Po, associé au CERI de Sciences Po et enseigne à l'université Paris I Sorbonne.

L'ouvrage est construit en quatre parties selon une déclinaison de la RSR explicitée et présentée sous forme de schéma dans l'introduction. De surcroît il bénéficie d'un appareillage de notes très consistant, accroissant encore la force de l'argumentation. Il part du constat que le vocable d'entreprise recouvre des réalités fort diverses, assurant certes des biens et des services mais ne favorisant pas toujours la qualité de vie des hommes et femmes d'aujourd'hui ou de demain. La destruction de

l'environnement, de la biodiversité, les crises sociales... obligent aujourd'hui « à étudier la compatibilité – ou l'incompatibilité – de nos modèles économiques avec le bien commun ». Ce qui implique aussi de se donner des critères partagés pour évaluer et faire évoluer les acteurs économiques et les obliger à se pencher sur les communs, sur qui permet une gestion durable et équitable d'une ressource, d'une entreprise.

Le choix de porter alors l'attention sur le « bien commun » est surprenant : alors que les communs ont fait l'objet de bien des publications déjà, ils ne sont en général pas reliés à la notion de bien commun. Celle-ci permet pourtant aux auteurs de se situer à la fois au niveau des biens élémentaires assurant la survie d'une population sur un territoire donné et au niveau « des valeurs, des principes et des objectifs qui donnent sens à l'existence collective », les deux niveaux étant reliés entre eux par la promotion d'institutions justes et un ordre de droit. Plus encore, les auteurs posent les entreprises comme des communs, ce qui implique une réflexion sur ce qui est juste et légitime, sur les conditions à remplir (tant au niveau juridique que de la gouvernance) pour que les entreprises soient effectivement au service du bien commun, et donc de remettre à plat la RSE.

Le premier chapitre en se consacrant à l'entreprise et sa fonction permet précisément d'étayer les deux manières de comprendre l'entreprise et de justifier le plan de l'ouvrage qui vise à argumenter en faveur de la compréhension citoyenne de l'entreprise et de la RSE. Depuis toujours, rappelle-t-on, l'État joue un rôle clé, institutionnel et juridique, permettant aux marchés et aux entreprises de se créer et de se développer. Ce faisant deux modèles se font face aujourd'hui : le premier qui a longtemps et largement prédominé considère l'entreprise comme un acteur privé se soumettant avant tout aux lois étatiques et visant la maximisation du profit. La perspective éthique, philanthropique n'est pas première : on la considère comme un plus sous forme de soutien volontaire visant à « aider la société à guérir des maux qui ne sont pas du fait de l'entreprise » ou à « contenter les voix dissidentes susceptibles de nuit aux intérêts économiques de la firme ». Force est de la constater : les questions humaines, environnementales, sociales... ne sont pas la priorité de la gestion managériale.

Le second modèle qui fait l'objet du livre est l'entreprise comme acteur politique : la responsabilité incorpore l'impact de l'entreprise et la gestion des dommages engendrés par son activité. Cette perspective d'impact n'est pas facultative, elle oblige moralement avec un enjeu non plus de charité ou de rapports de force, mais de bien commun, d'obligation citoyenne de ne pas nuire. Le plan en 4 parties en découle : responsabilité économique et financière ; responsabilité sociale, responsabilité sociétale et environnementale, responsabilité politique.

Un livre passionnant, écrit de manière très claire qui intéressera de nombreux acteurs du monde politique, sociale, entrepreneurial, syndical... et finalement tout travailleur !

Marie-Jo Thiel

Societas Ethica

- Actes des conférences annuelles de la Societas Ethica (Digitalization of Yearbooks) : Find them here: <http://www.societasethica.info/past-conferences/>
- New issue of *De Ethica*, "Giving An Account of Evil", Vol. 5.1 (2018) sur la question du mal (Giving an Account of Evil) : <http://www.de-ethica.com/archive/articles/v5/i1/de-ethica18v5i1-complete-issue.pdf>

En ligne - Online

En ligne - Online

À (re)découvrir en ligne sur notre site <http://ethique.unistra.fr>, sur la page web [Canal C2 Ethique](#) ou sur les sources indiquées ci-dessous :



- **2018 CAPP International Conference** sur le theme: **NEW POLICIES AND LIFE-STYLES IN THE DIGITAL AGE :**

<http://www.centessimusannus.org/en/sites/2018/>

Conference is video recorded and can be seen going to link:

[http://www.centessimusannus.org/conveggni/convegni-](http://www.centessimusannus.org/conveggni/convegni-2018/conferenza-internazionale-24-26-maggio-2018-citta-del-vaticano/)

[2018/conferenza-internazionale-24-26-maggio-2018-citta-del-vaticano/](http://www.centessimusannus.org/conveggni/convegni-2018/conferenza-internazionale-24-26-maggio-2018-citta-del-vaticano/) (video)

<http://www.centessimusannus.org/wp-content/uploads/2018/05/1.1-DISCORSO-SANTO-PADRE-INGLESE-1.pdf> (Holy Father's address : text of address in English in written form only)

- **Les Rencontres de bioéthique à Sciences Po : Bioéthique, des défis politiques et sociétaux?**

Captation de la soirée "Les Rencontres de bioéthique à Sciences Po : Bioéthique, des défis politiques et sociétaux ? " organisée le 19 février à Sciences Po Paris, dans le cadres des États généraux de la bioéthique : <http://www.espace-ethique.org/ressources/captation-int%C3%A9grale/les-rencontres-de-bio%C3%A9thique-%C3%A0-sciences-po-bio%C3%A9thique-des-d%C3%A9fis>

- **Forum européen de Bioéthique « Produire ou se Reproduire » du 30 janvier au 04 février 2018 à Strasbourg :** Vous pouvez suivre en direct l'intégralité des tables rondes sur le site

<https://www.forumeuropeendebioethique.eu>. Le direct sera aussi visible sur la chaîne YouTube du FEB et en replay : <https://www.youtube.com/user/FEBioethique>

- « **La force d'être vulnérable** » avec entre autre Talitha Cooreman-Guitin active au CEERE : [pour voir la vidéo, cliquez ici !](#)

- **Congrès du 20^e anniversaire de la convention d'Oviedo (24-25 oct. 2017) :** les vidéos des différentes conférences sont en ligne tant en français qu'en anglais, ainsi que le programme d'ensemble et les études faites à cette occasion :

•The Conference on "The Oviedo Convention: Relevance and challenges" (in English): <https://www.coe.int/en/web/bioethics/20th-anniversary-of-the-oviedo-convention>

•Conférence sur « La Convention d'Oviedo: Pertinence et enjeux » (en français): <https://www.coe.int/fr/web/bioethics/20th-anniversary-of-the-oviedo-convention>

- Colloque « Corps, genre et vulnérabilité. Les femmes et les violences conjugales »

Du 17 nov. 2017 au 18 novembre 2017 à Strasbourg, en ligne sur : <http://www.canalc2.tv/video/14779>

Vous pouvez retrouver tous les enregistrements vidéo des Journées internationales d'éthique ou des émissions impliquant le CEERE depuis la page web [Canal C2 Ethique](#).

Par ailleurs vous pouvez également retrouver depuis le site de la [Fondation Ostad Elahi](#) des entretiens filmés, ainsi que des conférences, des colloques (sur la solidarité, la famille, l'entreprise...) centrés sur l'éthique : www.fondationostadelahi.tv

Actualités des mois de septembre 2018



Du jeudi 6 au samedi 8 – EACME annual conference 2018

Thème : Ethics in action

Lieu : Amsterdam

Mardi 11 – Réunion de rentrée du Master éthique

Thème : Réunion de rentrée du master Éthique et Prix aux majors de promotion

Lieu : 14h – Amphi Collège doctoral européen – 46 Boulevard de la Victoire – Strasbourg

Mardi 11 – Table-ronde sur l'intelligence artificielle

Thème : Intelligence artificielle : réflexion sur sa complexité et sur son impact dans la société

Lieu : 18h15 – UNESCO Paris, France

Mardi 11 – Les Rencontres d'Hippocrate

Thème : une réflexion sur les grandes questions de bioéthique au XXIe siècle

Lieu : 18h30 – Faculté de Médecine et de Pharmacie, Amphithéâtre Côme et Damien, Poitiers

Mercredi 12 – Table ronde

Thème : L'édition du génome : pourquoi l'éthique s'impose

Lieu : De 11h à 13h – Salle XI – UNESCO Paris, France

Du jeudi 13 au mercredi 19 – Bioéthique 2018 – Espace de réflexion éthique des Hauts-de-France

Thème : L'homme de demain et les enjeux des biotechnologies

Lieu : Hémicycle de l'Hôtel de région des Hauts-de-France – Lille

Lundi 17 – Conférence Espace de réflexion éthique Grand Est – Association Ithaque

Thème : Tous accros au numérique

Lieu : De 20h à 22h – 12 rue Kuhn – Strasbourg

Du Mardi 18 au Mercredi 19 – Université d'été Ethique, Alzheimer et maladies neurodégénératives 2018

Thème : Vivre l'instant présent, anticiper les instants futurs

Lieu : Casino Municipal, 1 Avenue Edouard VII, Biarritz

Mercredi 19 – Conférence-débat - Espace de réflexion éthique Occitanie (EREO)

Thème : Le tact dans le soin : une exigence éthique

Lieu : 18h - Nouvelle Faculté de Médecine, amphî Rabelais (station et parking Occitanie)

Mercredi 19 – Café Santé - Espace Éthique Azuréen

Thème : Perturbateurs endocriniens, santé et environnement : enjeux éthiques

Lieu : De 18h à 20h - Teocali, 16 rue Benoît Bunico, Vieux Nice

Jeudi 20 : Séminaire Éthique et Santé – Bioéthique et Société – Cultures et Religions

Thème : L'avenir du travail dans un « monde sans travail » (selon le film de Philippe Borel), par Philippe Gillig et Sébastien Koci

Lieu : Salle 21, Institut d'anatomie - Hôpital civil, 1 Place de l'Hôpital – Strasbourg

Du jeudi 20 au vendredi 21 – 1er Congrès de la Société Francophone de Psychogériatrie et de Psychiatrie de la Personne Âgée

Thème : Psychiatrie de la personne âgée : quelle(s) population(s) et quelle(s) stratégie(s) thérapeutique(s) ? Lieu : De 08h30 à 17h15 - Hôpital Timone Adulte Assistance Publique Hôpitaux de Marseille

Vendredi 21 – Journée FEHAP Grand Est

Thème : La dignité au quotidien ?

Lieu : Auditorium Fernand Pelloutier, Maison des syndicats - Place de Verdun, Châlons-en-Champagne

Du vendredi 21 au samedi 22 – 5èmes journées Aius Sexogyn

Thème : Nouvelles femmes : ce qui change

Lieu : Centre de congrès - 14 Boulevard Carnot - Aix-en-Provence

Vendredi 21 – Conférence du Centre national des soins palliatifs et de la fin de vie (CNSPFV)

Thème : Acharnement thérapeutique ou obstination déraisonnable: Où ça commence ? Qui en décide ? Que dit la loi ?

Lieu : De 18h à 21h – Amphithéâtre Garibaldi de la Maison des associations, 12 Ter place garibaldi - Nice

Lundi 24 - Séminaire « Ethique et droits de l'homme » Université de Strasbourg

Thème : Les droits de l'homme, entre critique relativiste et défense universaliste, par M. Gilbert Vincent

Lieu : 17h-19h - Salle Tauler - Palais universitaire - Strasbourg

Vendredi 28 – 13^{ème} Colloque de l'ADEA

Thème : Éthique et Santé Publique

Lieu : Cambo-les-bains

Samedi 29 – 17e édition de la Journée de la solidarité humaine

Thème : Du sens de la mort au sens de la vie

Lieu : De 14h15 à 18h00 - Fondation Simone et Cino del Duca – Institut de France 10, rue Alfred de Vigny - Paris

Pour en savoir plus sur toutes ces manifestations et celles qui suivent les autres mois : cliquez sur les dates ou rendez-vous sur notre site Internet <http://ethique.unistra.fr> Rubrique « Actualités en Éthique ».

L'Association des anciens du Master éthique et sociétés (l'AAMES)

L'objectif de l'AAMES est de rassembler les personnes qui sont ou ont été impliquées dans le Master d'éthique : anciens étudiants, étudiants en cours de formation, les membres du personnel, les intervenants, ainsi que toutes les personnes qui se sentent liées de près ou de loin au CEERE.



- À partir de ce réseau de forces vives, nous nous proposons entre autre de promouvoir les réflexions éthiques sur la base des expériences respectives de ses membres ;
- Accompagner et relayer des projets et des actions concrètes liés à une démarche éthique (projets humanitaires, éducatifs, etc.)
- Proposer un tutorat aux nouveaux étudiants en Master d'éthique.

Activités de l'AAMES

- **L'action du « Mois de l'Autre » dans les établissements scolaires**

Pour la troisième année, l'Association des Amis du Master d'Éthique de Strasbourg (AAMES) apporte sa contribution aux réflexions éthiques dans les lycées, dans le cadre du « Mois de l'Autre », une action qui a été initiée en 2004 par la Région Alsace, en partenariat avec l'Académie de Strasbourg. L'objectif de cette action est de sensibiliser les lycéens et jeunes apprentis d'Alsace à « la tolérance et au respect de l'Autre dans toutes ses différences, aussi bien sociales que culturelles, religieuses, liées au sexe ou à un handicap ». L'animation que l'AAMES propose s'intitule « Retrouver un visage ». À travers le jeu du regard, le photolangage et le théâtre-forum, notre animation consiste à sensibiliser les jeunes sur le regard et le jugement qu'on peut porter sur « l'autre » qu'on pense différent de nous. Nous travaillons donc sur ces deux points (le regard et le jugement). L'intérêt pédagogique est d'amener les jeunes à mieux connaître et comprendre l'Autre, à réfléchir sur la notion d'égalité, les inégalités, les discriminations dans la vie quotidienne, et leur gravité respective au regard des droits des personnes. Nous travaillons aussi sur la manière de repenser le « vivre-ensemble » au sein de la classe, de l'établissement et de la société en général.

- **Organisation des rencontres d'étudiants en master 2 et doctorants en Sciences humaines et sociales.**

L'objectif est de tisser des liens entre étudiants s'adonnant à un travail de recherche, tous niveaux confondus (pour le moment à partir du Master 2). L'idée n'est pas d'être dans une démarche de formation, mais plus précisément d'échanger entre nous, en croisant les disciplines, entre-autres l'histoire, la sociologie, l'éthique et le droit. Nous pensons mettre en place environ trois temps de rencontre, d'ici à la fin de l'année, le dernier aura pour vocation à être un espace de "test" où les étudiants de M2 pourront s'essayer à la communication (projet de thèse ou mémoire de master), sans l'enjeu de l'évaluation.

Soyez nombreux à nous soutenir en adhérant à l'AAMES !

Appel à communications

Appel à contribution pour le numéro 7 de la Revue française d'éthique appliquée

La mort de l'éthique ? La démocratie en jeu

Ce numéro 7 de la *Revue française d'éthique appliquée* prendra l'éthique comme objet de réflexion. Il ne s'agira cependant pas, en première intention, d'inviter les contributeurs à proposer une définition philosophique de l'éthique, mais plutôt à la considérer comme un champ de pratiques sociales protéiformes se désignant elles-mêmes comme relevant de l'« éthique ». Que devons-nous et que voulons-nous faire de cette profusion des pratiques de l'éthique ? Quels rôles social et politique cette sphère de l'éthique est-elle en mesure de porter dans les sociétés démocratiques pluralistes ?

Telles sont les questions qui seront au cœur du numéro 7 de la *Revue française d'éthique appliquée*.

Les propositions d'article sont à envoyer aux adresses revue@espace-ethique.org et paul-loup.weil-dubuc@u-psud.fr **avant le 18 septembre 2018 et doivent compter environ 4000 signes** (espaces compris)

Pour en savoir plus, cliquez !

Appel à contribution Revue ETHICA Vol. 23, no 2 – Automne 2019

La revue *Ethica* lance un appel à contribution pour son numéro de l'automne 2019 dont le dossier principal portera **sur le thème Éthique et territoires**. Ce dossier sera coordonné par Geneviève Brisson, Bernard Gagnon et Nathalie Lewis de l'Université du Québec à Rimouski.

La notion de territoire se conjugue non seulement avec des composantes matérielles, mais aussi avec des êtres humains et des dimensions immatérielles, qu'elles soient politiques, symboliques, économiques ou sociales. Dans cette optique, force est de constater que de nombreux problèmes contemporains conduisent inévitablement à considérer les territoires sous l'angle de l'éthique.

Les territoires se transforment en diverses sources de revendications de justice sociale dans le contexte des répartitions inégales des avantages et des coûts socioéconomiques (par exemple, l'exploitation des ressources naturelles, les zones industrielles à risque...)...

Pour en savoir plus, cliquez !

Les propositions d'articles (300 mots) doivent être acheminées **avant le 14 septembre 2018** aux trois responsables du numéro aux adresses suivantes : genevieve_brisson@uqar.ca, bernard_gagnon@uqar.ca et nathalie_lewis@uqar.ca. À la suite de l'acceptation de la proposition, les articles complets (±7000 mots) devront être soumis à la revue avant le 1^{er} février 2019, respecter le protocole de rédaction de la revue (https://www.uqar.ca/uqar/recherche/unites_de_recherche/ethos/ethica/ethos_politique_redactionnelle_ethica.pdf), et être accompagnés d'un résumé en français et en anglais, de trois à cinq mots-clés, ainsi que d'une courte présentation biographique.

Offre de bourses postdoctorales - Canada

*L'Unité de recherche en éthique pragmatique de la santé - Institut de recherches cliniques de Montréal (IRCM) offre deux bourses postdoctorales ou bourses d'études supérieures***

Domaines de recherche : Recherche interventionnelle et participative en soins de transition (maladies rares et maladies chroniques) - Éthique de la recherche sur le diabète de type 1



Avec l'appui de : Instituts de recherche en santé du Canada (IRSC) / Fondation de l'IRCM

***Ces postes peuvent être transformés en bourse d'études pour un étudiant au 2e ou 3e cycle supervisé à l'IRCM.*


[Pour en savoir plus, cliquez !](#)

Retenez dès à présent

Retenez dès à présent

7th Edition of the Intensive Course - Nursing Ethics - Du 4 décembre 2018 au 7 décembre 2018 - Leuven, Belgium - NURSING ETHICS

7th Edition of the Intensive Course on Foundational Approaches, Contemporary and Educational Issues in the Field of Nursing Ethics

Since the beginning of the 1980s, nursing ethics has developed to such a degree that it is now considered a fixture within applied ethics. The specific positions occupied within health care by nurses, their expertise and their responsibilities all result in them being confronted by ethically sensitive issues. The objective of the 7th edition of the course is to foster exchanges on foundational and methodological approaches as well as on contemporary and educational issues in nursing ethics... **More details :**  [download_Ethics_Booklet_2018.pdf](#) (352 ko)

Soutenez l'éthique !

Soutenez l'éthique ! Soutenez-nous ! Et... payez moins d'impôts !



Vous aussi vous aimez l'éthique ? Vous aimez ce que nous faisons ?

Chaque mois vous recevez la lettre du CEERE ? Vous appréciez les événements que nous organisons et les formations que nous proposons ? Nous avons d'autres projets encore : des bourses pour nos étudiants, des soutiens pour des déplacements, augmenter nos échanges internationaux, etc. Le travail autour de l'éthique, de la recherche et l'enseignement, la formation et les sensibilisations autour de qui peut humaniser, ne peut se faire sans un minimum de moyens. Soutenez l'éthique ! Ensemble nous pouvons construire un monde plus humain.

Donner au CEERE, c'est payer moins d'impôts.

Depuis le 1^{er} janvier 2009, une fondation partenariale à l'Université de Strasbourg, *la Fondation université de Strasbourg*, a été créée pour accompagner les grands projets de l'Université tels que le handicap, des bourses sociales, des chaires d'enseignement mais également l'éthique via le CEERE. Ainsi, donner de l'argent au CEERE en mentionnant « Ethique – CEERE » vous permet désormais de payer moins d'impôts !

Quels sont les avantages fiscaux ?

Particulier, vous bénéficiez d'une déduction fiscale de 66% du montant de votre don dans la limite de 20% de votre revenu imposable. Par exemple, si vous avez 1000 € de disponible pour nous soutenir, faites nous un don de 3000 € ! Vous récupérez la différence sur votre feuille d'impôts ! Entreprise, vous bénéficiez d'une déduction fiscale de 60% du montant de votre don dans la limite de 0,5% de votre chiffre d'affaire. Si vous payez l'ISF, vous bénéficiez d'une déduction fiscale de 75% du montant de votre don dans la limite de 50 000 € par an.

Le don au CEERE vous rend acteur du travail éthique. Grâce à vous des projets autour de l'éthique peuvent voir le jour. Ensemble, nous pouvons ainsi construire un monde « plus humain ».

Comment faire ?

C'est très simple. Il vous suffit de compléter le bulletin de don [en cliquant ici](#) et d'y joindre un chèque à l'ordre de « Fondation Université de Strasbourg » en précisant que vous souhaitez flécher la somme allouée à l'« éthique – CEERE » et d'envoyer le tout à : Fondation Université de Strasbourg – 8, allée Gaspard Monge – BP 70028 – F – 67083 Strasbourg Cedex.

Vous recevrez alors un reçu fiscal permettant de déclarer votre don lors de votre déclaration d'impôts. Plus de renseignements sur <http://fondation.unistra.fr>

Divers

Divers

Aider, suggérer, pourquoi pas ?

Si vous avez des suggestions, si vous voulez nous aider, devenir BÉNÉVOLE (travail de secrétariat, de traduction, d'informatique, de communication, de mise sous enveloppe, de filmage... selon compétences reconnues), nous soutenir financièrement (via la Fondation de l'Université de Strasbourg), faire un stage (domaines : secrétariat, informatique, relations



internationales...): contactez-nous à ceere@unistra.fr ou en vous adressant directement à mthiel@unistra.fr. Vous pouvez également nous téléphoner aux heures de bureau.

Toute bonne volonté est bienvenue !

Lettres du CEERE

Les lettres précédentes peuvent être lues sur notre site ethique.unistra.fr Rubrique *Actualités en éthique*

Si vous voulez vous abonner (*C'est gratuit !*) : connectez-vous sur notre site.

Dans la colonne de gauche de la page d'accueil, il suffit de cliquer sur le lien correspondant.

AUTOUR DE VOUS des femmes et des hommes sont intéressés par les questions éthiques :

- envoyez-leur notre LETTRE du CEERE ;
- envoyez-nous leur adresse mail et nous les abonnerons !

Désabonnement

Si vous voulez vous désabonner : adressez-nous un mail à ceere@unistra.fr

Directrice de
publication
Marie-Jo THIEL

Nous contacter
Tél. Secrétariat
+33 (0) 3.68.85.39.68
Tél. Direction
+33 (0) 3.68.85.39.52
ceere@unistra.fr